> 2005. n. 913.

Avant-propos (G. Nezosi)

Le gouvernement de la Sécurité sociale : une histoire tourmentée

L'objectif initial : construire l'unité sociale de la nation

Des conditions favorables après-guerre (B. Valat)

L'enracinement des nouveaux droits sociaux dans une arithmétique de la dette (P. Rosanvallon)

L'anti-paritarisme du système mis en place en 1945 (A. Catrice-Lorey)

Une ambition : faire participer les assurés à la gestion de la Sécurité sociale (M. Borgetto)

Premiers obstacles à la démocratie sociale (P. Laroque)

Faux paritarisme ou vrai tripartisme?

L'immixtion croissante de l'État dans la gestion de la Sécurité sociale (M.-T. Join-Lambert)

Protéger : un rôle peu à peu monopolisé par les pouvoirs publics (D. Kessler)

Des conseils d'administration affaiblis (L. Duclos)

Mode de désignation et représentation des partenaires sociaux : des questions lancinantes (D.

Labbé et G. Nezosi)

Une participation des syndicats de plus en plus formelle et disqualifiée (B. Palier)

Financement de la Sécurité sociale : de la démocratie sociale au contrôle parlementaire

La montée en puissance des contributions sociales (M. Borgetto)

La fiscalisation de la solidarité sociale, une régression politique ? (R. Pellet)

Une implication plus forte du Parlement (B. Palier)

Évaluation / contractualisation : de nouvelles modalités de gestion

Du contrôle à l'évaluation des organismes de Sécurité sociale (R. Ruellan)

Le partenariat : une nouvelle forme de régulation (J. Damon)

Loi versus Contrat : deux conceptions opposées du fonctionnement de la démocratie sociale (M. Lallement et O. Mériaux)

La nouvelle architecture de la Sécurité sociale proposée par le MEDEF (G. Nezosi)

Un système en quête d'une meilleure régulation

Une mosaïque de régimes difficiles à piloter

La « Sécurité sociale » : une organisation complexe et éclatée (N. Simon)

Des intervenants nombreux au sein même de l'État (J.-L. Matt)

Des difficultés en partie imputables à une mauvaise gouvernance : le cas de l'assurance maladie (C. Courrèges)

Les relations tumultueuses entre État et médecins (A. Reverchon)

Un contrôle parlementaire insuffisant (L. Philip)

L'avis d'un élu et d'un cadre dirigeant (Y. Bur), (R. Fromentin)

Vers des loi de financement de la Sécurité sociale pluri-annuelles (P. Beau)

Des systèmes difficiles à réformer : l'exemple des retraites (B. Palier)

L'élite du Welfare : un rôle déterminant

Consécration d'un Directeur général dans la branche maladie... (P.-L. Bras)

... un affaiblissement du système paritaire ? (P.-L. Bras)

Une nouvelle fonction d'orientation pour les partenaires sociaux (P. Georges)

L'émergence d'une élite autonome de gestionnaires (W. Genieys et P. Hassenteufel)

Un dirigeant de caisse locale face aux réformes (M. Emery)

Les administrateurs des CAF, porte-parole des usagers (N. Prud'homme)

L'usager, nouvelle finalité du système

L'attachement des Français au système de Sécurité sociale (J. Damon et J. Minonzio)

Être protégé est devenu naturel (R. Castel)

L'usager : une voix qui compte de plus en plus (A. Caizzi)

L'institution redéfinie au contact de l'usager : l'exemple des CAF (V. Dubois)

L'Union européenne : un acteur en devenir ?

La protection sociale : un champ d'intervention encore limité (F.-X. Merrien)

La conception communautaire de la Sécurité sociale (P. Rodière)

Quel avenir pour l'Europe sociale ? (J.-C. Barbier, B. Théret)

Annexes

Chronologie (G. Nezosi)

Évolution du circuit de décision au sein de la Sécurité sociale de 1945 à nos jours (G. Nezosi)

Évolution des effectifs de la Sécurité sociale (UCANSS)

Comptes de la protection sociale (J.-L. Matt), (J. Bechtel)

Les points clefs de la réforme des retraites de 2003 (DREES)

Glossaire

Bibliographie complémentaire